

CUB

bulletin no 1

Comité unitaire de Base des Travailleurs Hospitaliers
Case postale 27
1222 VESENAZ

Les initiatives xénophobes

Aujourd'hui, c'est le temps des initiatives contre la surpopulation étrangère, xénophobes. Elles fleurissent. Le 20 octobre sera votée la troisième du genre, au mois de mars 1975 la quatrième déjà. Elles ont toutes pour objet l'immigration.

L'immigration, qu'est-ce que c'est?

Il faut revenir plus loin derrière nous pour le comprendre.

1950

C'est le lendemain de la guerre. Les coffres-forts suisses regorgent d'argent. Il y a du travail plein les bras, il s'agit de pouvoir suivre le rythme des commandes des pays voisins qui sont en pleine reconstruction. Le capitalisme a besoin de main-d'oeuvre. Il la cherche là où il y en a, surtout en Italie. Il n'y a aucune réglementation de cette main-d'oeuvre. Elle est considérée comme un facteur strictement conjoncturel, c'est-à-dire comme une main-d'oeuvre passagère en attendant une crise mythique que la bourgeoisie attend pour les années 60, crise qui permettra de se passer de cette main d'oeuvre.

1960

En fait de crise, il n'y a qu'une mini, vraiment mini-récession qui n'a pas permis de se passer de la main-d'oeuvre immigrée. On se retrouve face à une période de très haute conjoncture. De 1960 à 1965, plus de 250 000 travailleurs immigrés viennent agrandir les rangs de la classe ouvrière en Suisse, viennent procurer une plus-value supplémentaire aux capitalistes suisses. Ces derniers utilisent de plus en plus l'immigration dans des postes qualifiés principalement dans le secteur de la métallurgie, du textile, des bâtiments. De facteur conjoncturel, l'immigration devient un facteur culturel. Les capitalistes s'en rendent compte et, en même

temps, voient le danger: il ne faut pas que l'immigration puisse intervenir comme force politique, parce que cela augmenterait énormément le poids de la classe ouvrière dans son ensemble face à la classe bourgeoise.

1965

La bourgeoisie, par l'intermédiaire du Conseil Fédéral, édicte des lois qui ont pour but d'assimiler l'immigration tout en faisant qu'elle ne représente pas une force politique. C'est l'introduction des permis de travail A, B, C. Ces permis sont un véritable filtre: A, c'est le statut du saisonnier qui oblige le travailleur à retourner chaque année dans son pays; B, c'est un permis transitoire qui, par exemple empêche les travailleurs immigrés d'avoir un appartement et leurs propres meubles. C, c'est le permis d'établissement accordé en général après 10 ans de travail en Suisse. Ces permis ne font que suivre les besoins en main-d'oeuvre des capitalistes mais ne permettent à aucun moment que l'immigration soit une composante politique de la classe ouvrière, tant et si bien que cette dernière se voit amputée du 60% de sa force de frappe face à la classe bourgeoise. A cette époque correspondent les premières initiatives contre "la surpopulation étrangère". L'une de ces initiatives est retirée au profit de l'initiative Schwarzenbach.

1968-1970

C'est le temps des grandes concentrations des entreprises, de la rationalisation en leur sein. On assiste en Suisse à une accentuation de la lutte des classes, qui se traduit par les premières grandes grèves depuis 1948, date de l'introduction de l'AVS. Schwarzenbach lance la deuxième initiative xénophobe, qui introduit des contradictions dans la bourgeoisie, celle-ci n'étant pas encore au clair sur les perspectives de son développement. Après une campagne furieuse, cette initiative est repoussée de justesse, ce qui marque une victoire du capitalisme monopolistique. Celui-ci a maintenant les mains libres pour mettre au point sa politique de stabilisation de la main-d'oeuvre étrangère, politique qui se traduit par des arrêtés limitant les entrées d'immigrés en fonction des besoins de l'appareil de production suisse en pleine restructuration.

Aujourd'hui

On en est à la troisième initiative, Cette dernière tombe dans une situation de crise. Le patronat profite du climat créé par l'initiative pour licencier des travailleurs ou fermer des entreprises. Cette fois, on voit très clairement ce que sont ces initiatives: une arme pour fractionner la classe ouvrière et lui faire perdre sa force, une arme pour faire peur aux travailleurs, pour qu'ils ne répondent pas à l'attaque patronale, une arme pour faire croire qu'avant d'être travailleur, on est suisse, italien, espagnol ou turc. Pourtant, le patronat est contre le résultat de l'initiative, elle le gênerait dans les rythmes surtout. Il votera contre l'initiative, sans pour autant être contre le fait de la lancer: la campagne pour la votation procure le résultat escompté, elle provoque un débat sans issue dans la classe ouvrière, un débat qui la divise parce qu'il n'y a pas de lutte qui l'unifie.

Telle est la vérité, et elle finit toujours par triompher: L'immigration est une fraction importante de la classe ouvrière en Suisse. Ceux qui estiment que s'en débarrasser permettra de mieux défendre nos revendications se trompent, font le jeu du patronat qui ne s'en débarrassera que selon son bon vouloir; c'est là le rôle de sa politique de stabilisation.

A l'hôpital, le mouvement 300 fr - 40 h. n'a existé et n'a pu avoir l'ampleur qu'il a eu que grâce à l'unité de tous les travailleurs.

Lors de notre lutte, nous avons pu voir que, pour l'employeur, lorsqu'il s'agit d'attaquer les conditions de travail, il ne regarde pas les passeports. L'initiative tente de casser cette unité, de diviser les travailleurs, de voiler le réel problème qui est celui, pour nous hospitaliers, de l'évaluation des fonctions, des nouveaux statuts, de l'accentuation de la division, de la hiérarchie, en bref, de mettre nos revendications sur une voie de garage. Dire non à l'initiative, c'est garantir l'unité de tous les travailleurs et la défense de nos métiers.

Obtenir 40 heures, résister à l'inflation, à la hausse des prix en arrachant des augmentations de salaire, obtenir une retraite valable en l'abaissant de 65 à 60 ans, obtenir des droits syndicaux, etc ne se fera pas sans lutte, et la lutte ne se fait pas sans unité, et l'unité ce n'est pas virer les étrangers.

Parce que l'initiative va contre notre lutte et notre unité, nous devons être contre l'initiative. A la place de se créer des illusions, de se faire entraîner dans une voie de garage, nous devons voir la réalité bien en face et l'affronter. La réalité, c'est que le patronat attaque notre pouvoir d'achat, refuse des augmentations de salaire... La réalité c'est que le patron est notre ennemi, c'est lui qui nous exploite, et non nos camarades de travail, quelle que soit notre nationalité. La réalité, c'est qu'à l'initiative, nous devons opposer nos revendications, nous battre pour les obtenir, avant et après l'initiative. VIVE L'UNITE DANS LA LUTTE!

Cet article est tiré du journal UNITE du CUB métallurgie.

Genève, le 30 septembre 1974

Prenez contact avec nous par la case postale 27 - 1222 Vézenaz